

ASSEMBLÉE NATIONALE

14 mai 2021

CONFIANCE DANS L'INSTITUTION JUDICIAIRE - (N° 4146)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 531

présenté par

M. Houbron, M. Becht, M. Bournazel, M. Christophe, Mme Chapelier, M. Euzet, M. El Guerrab,
M. Gassilloud, Mme Firmin Le Bodo, M. Huppé, M. Herth, M. Kervran, M. Lamirault,
M. Larsonneur, Mme Lemoine, M. Ledoux, Mme Valérie Petit, Mme Magnier, Mme Sage et
M. Potterie

ARTICLE 8

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'admission d'anciens avocats comme magistrats à titre temporaire constitue une source d'enrichissement pour la magistrature. Mais dans ce cas, comme l'a souligné le procureur général de la Cour de cassation François Molins lors de son audition, l'ancien avocat devient juge et non le porte-parole, le représentant ou la caution de son ancienne profession.

Il n'y a nul besoin d'avocats dans les formations de jugement pour garantir le respect du contradictoire et le respect des droits de la défense auquel les magistrats sont très bien formés à l'ENM. Cette disposition apparaît constituer un mélange des genres et un signe de défiance pour le travail des juges.